

"Notre fonction de passeurs"

Entretien avec Warda HISSAR HOUTI,
co-fondatrice du projet Traces en Rhône-Alpes

Ecarts d'identité : Le forum régional Traces version 2005 a été une action régionale de grande envergure. Peut-être pouvez-vous nous donner un premier point de vue de votre place de pilote de cette action ?

W. Hissar Houti : C'est en effet typiquement le genre d'action sur laquelle la question du pilotage est fondamentale. Cela veut dire d'abord, avoir envie de conduire une telle action, d'y impulser l'énergie nécessaire pour que cela se passe bien du point de vue du contenu comme du point de vue de l'organisation. Cela nécessite évidemment, sur le plan technique, un travail de coordination du réseau. Mais avant ce travail même, il y a d'abord celui qui consiste à convaincre les différentes parties concernées que c'est possible à faire et que c'est nécessaire. Pour tout cela, une position de pilotage est effectivement incontournable.

Ceci dit, c'est une position difficile parce qu'il faut négocier en permanence entre la vision que l'on a de l'action et la composition avec les différents partenaires qui ont aussi des enjeux, des intérêts et des besoins différents. Il faut tenir compte en permanence de trois facteurs : la légitimité de la place à tenir par chacun, la conduite politique et la conduite opérationnelle de l'action au regard du niveau d'exigence et de qualité de l'ambition que l'on a.

E. I. : Vous entendez quoi exactement par exigence de qualité ?

W. H.H. : Il faut entendre par exemple un travail de choix à faire dans les actions après un large travail de recensement. Un choix qui obéit à des critères de qualité que l'on s'était donnés dans le comité de pilotage associatif qui s'était formé au démarrage du

projet, d'être dans le thème territoire, immigration, mémoire avec une exigence de qualité quasi-esthétique. Parce qu'à partir du moment où il s'agit de montrer, il faut que cela vaille la peine d'être montré. C'est un choix qui est parfois douloureux à faire parce qu'il suppose une position critique par rapport aux porteurs de projets d'autant plus qu'on n'est pas, ni les uns ni les autres, des critiques de l'action culturelle. Tout cela demande du temps, de l'expérience et beaucoup d'échanges.

E. I. : Abordons justement maintenant des questions de fond. Vous avez parlé d'une exigence de type esthétique par exemple. On peut dès lors se poser la question : à quoi rime l'esthétisation de la mémoire ? Quel lien faites-vous entre travail de mémoire et esthétisation de la mémoire ?

W. H.H.: C'est un débat important que nous avons eu. Personnellement, je pense qu'il faut clarifier ce que nous faisons et les intentions que nous avons. Avec Traces, nous n'avons jamais prétendu faire un travail scientifique d'historiens qui obéit à des règles de rigueur, de recherche de vérité historique, etc. Ce que nous avons essayé de mettre en avant obéit d'abord à un objectif de communication. Ce qui nous intéresse nous, dans notre fonction de passeurs, de metteurs en lien, c'est faire communiquer les populations, toucher un public large et non pas rester dans le circuit des experts et des initiés de la question. Donc c'est faire le choix d'« objets » qui permettent une appréhension par un public non averti. Nous avons en fait eu, dans Traces, les deux aspects. Nous avons programmé par exemple deux journées d'expertises si l'on peut dire avec des tables rondes thématiques sur un certain nombre de questions qui étaient mises en débat et en réflexion par des historiens, des sociologues, etc. Et le public de ces journées a été un public de professionnels et d'étudiants qui s'intéresse aux aspects que l'on pourrait dire théoriques de ces questions. Mais on ne peut pas faire un travail de mémoire concret sur la question de la diversité de la société et sur la

question de la légitimité des places des uns et des autres uniquement par un éclairage d'experts. Notre optique à nous, c'est aussi de parler de ces questions qui sont difficiles mais en essayant de « vulgariser » d'une certaine façon pour que la communication la plus large possible dessus puisse avoir lieu. D'où le choix de privilégier dans cette approche des actions portées par des canaux culturels (la photographie, l'art plastique, la musique, etc.). C'est le choix de s'adresser non seulement à l'intellect ou au cérébral mais aussi à l'émotionnel, au sensible et à la mémoire vécue, en résonance avec sa propre place comme sujet dans la société. Ce choix est le fruit de nos expériences associatives. Mettre à portée de la compréhension des gens, par les moyens adéquats, les questions difficiles qui agitent notre société et qui concernent tout un chacun. Maintenant la question de l'esthétisation, nous n'avons ni ambiguïté ni complexe là-dessus. Dès lors que le propos n'est pas de prendre une place d'historiens mais véritablement d'être un acteur du réel, un acteur de la mise en lien social, ce qui est notre métier, tous les moyens sont bons pour y arriver. Et celui de la qualité esthétique permet cette interpellation et permet de fixer le regard sur le propos

que nous tenons. Il n'y a pas de danger à réduire la question à sa forme au détriment de son contenu. Ni le public, ni les acteurs ni les porteurs de projets ne sont dupes là-dessus. C'est exactement ce qui se passe avec un film, un livre ou une pièce de théâtre quand ils nous touchent par leur qualité esthétique en même temps qu'ils nous amènent à réfléchir sur telle ou telle question qui nous concerne. Donc, je crois qu'à partir du moment que l'on n'a pas de confusion dans sa tête, c'est un travail qui est nécessaire et complémentaire avec d'autres approches. C'est tout simplement une question de rigueur que l'on doit avoir de la même façon qu'on cherche à l'avoir à propos d'autres objets du travail social comme la santé, de l'accès à l'emploi, etc.

E. I. : A vous entendre, on peut penser d'une certaine façon que c'est peut-être la relative nouveauté dans le travail du social de cet objet « mémoire et immigration » qui suscite des questions. Comment vous percevez le rôle et les positionnements des acteurs associatifs dans ce champ ?

W. H.H. : Traces a fait rencontrer des porteurs de projets très divers, aussi bien des associations ou des collectifs informels que des institutions comme les musées par exem-



ple. Ce qui les réunit, c'est une fonction d'amplificateurs et parfois de porte voix des populations concernées. Les acteurs associatifs sont positionnés à ce niveau. Ils oeuvrent auprès des populations, notamment immigrées et issues de l'immigration ou étrangères ou des demandeurs d'asile, pour la reconnaissance de leurs droits. C'est ce travail qui nous a amené à interpellier sur la légitimité de la place dans la société. Ce sont des populations qui ont du mal à se faire entendre et notre fonction en tant qu'associations c'est d'amplifier leurs voix, d'interpeller, de questionner sur le droit d'exister, etc. Le droit d'exister et d'avoir sa place des vieux migrants par exemple qui sont dans le silence. Comment travailler à partir de cette condamnation au silence pour

faire entendre les voix de ces personnes qui sont aujourd'hui les grands parents d'une partie importante de la population jeune à la lisière de la société et qui a du mal à trouver sa propre place. Donc, notre travail, c'est comment éclairer et donner du relief au présent en le rattachant à un passé qui lui donne sens. C'est dans le droit fil de ce que les associations ont entrepris depuis toujours : être des acteurs du réel qui amplifient la voix de populations qui n'ont pas voix au chapitre. Traces est tout simplement une autre manière, en phase avec les questions d'aujourd'hui, de le faire.

E.T. : *La dernière version de Traces a eu pour thème, entre autres, les cinq sens. C'est presque une manière d'entreprendre un travail sur le « droit d'exister » de manière basique, à partir du fait d'être et de sentir.*

W. H.H. : Tout à fait. Moi par exemple, je me suis beaucoup intéressée à la question de l'odorat. Il me semble qu'il y a des sens partagés, comme une espèce de madeleine de Proust commune, qui font qu'au-delà de la « gueule » qu'on a, il y a des souvenirs comme l'expérience de l'odeur du pain chaud ou du soleil sur le visage qui font mémoire commune. Nous avons essayé modestement de faire appel à ces mémoires

des sens. C'est peut-être utopique mais sans utopie, on ne peut pas faire grand-chose. Mais c'est un travail qui devrait être fait dès la maternelle si on veut éviter des représentations erronées d'une société balkanisée. C'est en tout cas un travail qui a fait écho. J'ai rencontré par exemple des enfants qui m'ont parlé de cette expérience et j'étais satisfaite qu'elle ait pu être accessible pour eux parce que c'est à partir de cette base que nous pouvons commencer à poser d'autres pierres au sujet de questions plus compliquées concernant l'altérité.

E.I. : *Quelles sont les autres types d'actions qui ont été marquantes pour vous à travers ce forum ?*

W. H.H. : Il y en a eu tellement. Mais pour donner un exemple je peux évoquer celui de cette femme cambodgienne en Ardèche qui a pu enfin livrer à ses propres enfants et, au-delà, à sa communauté de vie ardéchoise, toute l'horreur qu'elle a pu vivre dans les camps khmers. Elle a pu raconter cela à travers un film réalisé par des adolescents accompagnés par une équipe d'une MJC. J'étais touchée par tout le processus que ce travail a permis d'enclencher en termes de mise en sens d'une expérience qui explique le présent, c'est-à-dire qui explique la présence

même de l'autre aujourd'hui dans cet endroit mais aussi le présent pour ses propres enfants. Cela donne un avant goût de ce qui pourrait être fait dans une prochaine édition, par exemple autour de la colonisation et de la guerre d'Algérie ou d'autres expériences de ce type. Je pense également au parcours des cinq sens que nous avons fait dans ce vieux foyer de travailleurs migrants, Rhin et Danube à Lyon, aujourd'hui fermé. Il y a eu deux réactions importantes à ce travail : d'une part des réactions d'enfants qui, en faisant ce parcours, ont compris des choses, ont fait des liens avec leurs grands parents et ont touché du doigt la mémoire de cette expérience migratoire qui n'est pas abordé à l'école et, d'autre part, la réaction de professionnels des musées qui sont confrontés dans leur travail à la question de comment toucher le grand public. Il ne suffit pas de faire œuvre de mémoire ou d'archive, il faut les rendre accessibles au public concerné. Et c'est là où la mise en forme, la mise en scène et l'esthétisation deviennent importantes. C'est l'enjeu du forum Traces.

E. I. : Est-ce que vous diriez finalement que ce travail de mémoire et ce travail sur les mémoires d'immigration sert à construire des outils de

médiation pour la transmission de ces mémoires aussi bien entre les générations qu'entre les différentes catégories de populations sur un territoire donné ?

W. H.H. : Je pense que c'est une chose qui est au cœur des fonctions des praticiens dans le champ de ce qu'on appelle l'intégration, quelle que soit ce qu'on met derrière ce mot. Pour moi, encore une fois, il y a derrière cette problématique la légitimité de la place dans la société. Ce travail de mémoire veut dire quelque part que la valeur même de l'expérience humaine commence à prendre sens. S'il y a des difficultés de transmission aujourd'hui c'est probablement parce qu'il y a nécessité d'accorder un peu de valeur à ce qu'on est et à la place qu'on occupe pour que ce qu'on peut en dire puisse faire sens. C'est presque une histoire de capital symbolique à réévaluer. C'est sans doute ce qui s'entame avec ce travail sur les mémoires. Un travail de médiation effectivement par la valorisation aux propres yeux des individus porteurs d'expériences. C'est ce que j'ai vécu par exemple avec la pièce « Le silence des braves » dans la version précédente de traces quand Abdou El Aidi avait fait monter des vieux immigrés sur les planches. C'est le processus du récit adressé à un public qui a fait acte de transmission

et en même temps acte de validation collective des expériences narrées. Et ce travail a été fondamental pour l'acquisition d'une estime de soi individuelle et collective. Je pense que notre travail participe de cette mise en forme qui les fait gagner en importance et en valeur. Il y a dans ce travail quelque chose de l'ordre d'une autorisation symbolique, quelque chose de l'ordre « d'avoir droit de » dire et donc de faire partie par ce dire même du paysage dans lequel on vit.

E. I. : Revenons sur des questions plus pratiques. Vu la diversité des acteurs et de leurs champs de compétences et vue la subtilité des enjeux, comment faire pour que tout aille vers ce « plus » ou cette amplification dont vous parlez ?

W. H.H. : C'est une question difficile et un défi qui n'est jamais gagné d'avance. De manière pratique, notre intuition a été de donner à l'action un sens qui soit à la fois simple et suffisamment large pour que chacun puisse s'y retrouver. Chaque édition doit avoir une couleur ou une tonalité sur laquelle les partenaires partants se mettent d'accord. Ensuite, il y a beaucoup d'énergie pour ne pas perdre le fil. Et cette énergie est et doit être une énergie collective, celle d'une équipe qui s'attelle à la tâche, qui

choisit, qui discute, qui projette, qui organise, etc. C'est d'abord cela le moteur. Une énergie citoyenne en quelque sorte. C'est pour cela que nous l'appelons un forum régional, cela nécessite une implication et une participation des acteurs concernés. Cela dit, les acteurs initiateurs de ce forum régional ont été associés au projet national qui a donné lieu à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et ont défendu l'originalité du concept que la CNHI c'est à la fois un lieu identifié et des réseaux d'acteurs régionaux (associations, musées, institutions, etc.). Traces a fait en quelque sorte la démonstration que c'est possible, que ce n'est pas une idée en l'air. Après, il ne faut évidemment pas en rester aux discours ni même à la démonstration en tant que telle. Il faut concrètement concevoir les moyens pour que ce concept se réalise. Au-delà par exemple de la collaboration directe avec la CNHI pour monter des journées de travail ou éditer un répertoire des actions sur la région, la question reste posée de savoir comment cette institution est capable demain de concevoir une programmation intégrant le travail des acteurs régionaux. Cela veut dire des moyens financiers, techniques, etc. pour concrétiser les choses. C'est encore une question de place des uns

et des autres. On ne peut pas tenir un discours de réseaux et être préoccupé budgétairement uniquement par l'exposition intra-muros dans le musée. Je parlais de l'énergie que Traces a demandée par exemple mais cette énergie a été portée et supportée par beaucoup de bricolage sur le plan des moyens. Heureusement que les partenaires locaux qui ont accompagné financièrement cette action se sont mobilisés et ont défendu ce projet sinon cela n'aurait pas été possible. Maintenant Traces a démontré la possibilité de la chose mais il faut réfléchir sur les moyens de l'avenir. Il serait anormal au regard de l'importance de cet objet de laisser ce type d'initiative dans une précarité des moyens. Donc, je pense qu'il ne faut pas seulement dire ce qu'on fait ou ce qu'on voudrait faire mais faire ce qu'on dit aussi. ■

*Propos recueillis par
Abdellatif CHAOUITE*